

TABLE DES MATIÈRES

	Avant-propos de la troisième édition...	5
	Avertissements au lecteur	7
	Sommaire	9
	Introduction générale.....	13
1	Vue d'ensemble.....	13
	Section 1 <i>La notion d'obligation</i>	13
2	L'importance du droit des obligations.....	13
3	Siège de la matière : la place du droit des obligations dans le Code civil	14
4	(suite) Les liens du droit des obligations avec d'autres matières.....	15
5	Définition de l'obligation juridique	16
5-1	(suite) Le caractère contraignant de l'obligation juridique.....	18
6	Le droit de créance, un droit subjectif parmi d'autres.....	19
7	Une notion équivoque : l'obligation. Obligation, devoir, incombance	20
8	Obligation juridique et obligation naturelle	23
9	(suite) La mutation de l'obligation naturelle en une obligation juridique	24
10	Les « parties » à l'obligation	24
11	Éléments de bibliographie	25
	Section 2 <i>Classifications des obligations</i>.....	29
12	Introduction	29
	SOUS-SECTION 1 CLASSIFICATION DES OBLIGATIONS EN FONCTION DE LEUR OBJET	29
13	Les obligations de donner, de faire et de ne pas faire	29
14	(suite) Intérêts pratiques de la distinction	30
15	Une autre distinction fondée sur l'objet de l'obligation : les obligations pécuniaires et les obligations non pécuniaires	31
16	La distinction des obligations de moyens et de résultat	32
	SOUS-SECTION 2 CLASSIFICATION DES OBLIGATIONS EN FONCTION DE LEUR SOURCE	33
17	Introduction	33
	§ 1 La classification du Code civil	33
18	Les divisions prévues par l'article 1370	33
19	Première source : le contrat.....	34
20	Deuxième source d'obligations : le quasi-contrat	34
21	Troisième source : les quasi-délits et délits	36

22	Quatrième source : les obligations qui résultent de la seule autorité de la loi	37
23	L'article 1370 : un système fermé des sources d'obligations ?	37
	§ 2 Classifications des sources d'origine doctrinale.....	40
24	Actes juridiques ou faits juridiques – Obligations volontaires ou légales	40
Section 3 Évolution du droit des obligations.....		41
25	Une apparente stabilité	41
26	La part du droit romain et de la tradition de l'ancien droit français.....	41
27	Le rôle de la jurisprudence dans l'évolution du droit des obligations	42
28	Le rôle de la doctrine et de la pratique	43
29	L'importance des principes généraux du droit dans l'évolution du droit des obligations	44
29-1	(Suite) Le principe général de droit « <i>Fraus omnia corrumpit</i> »	46
30	Le rôle du législateur fédéral	50
30-1	Les compétences des régions en droit des obligations	52
31	La protection de la partie faible au contrat	54
32	L'harmonisation internationale du droit des contrats	56
33	Le mouvement d'eupéanisation du droit des obligations et des contrats	57
Section 4 Le nouveau Code civil et le projet de réforme du droit des obligations.....		61
33-1	Le nouveau Code civil	61
33-2	La structure du nouveau Code civil.....	62
33-3	La nécessité d'une réforme du droit des obligations.....	63
33-4	Une évolution, et non une révolution.....	65
33-5	Les premières applications jurisprudentielles du projet de réforme.....	66
34	Plan de l'ouvrage.....	67

LIVRE 1

LA THÉORIE GÉNÉRALE DU CONTRAT

35	Vue d'ensemble du livre premier.....	69
35-1	Les incidences de la faillite sur le droit des contrats.....	69

PARTIE 1

NOTIONS GÉNÉRALES SUR LE CONTRAT..... 71

36	Introduction	71
----	--------------------	----

Chapitre 1

DÉFINITION DU CONTRAT		72
37	Convention et contrat	72
38	Le contrat, un acte juridique bilatéral.....	73
39	La différence entre les contrats et les actes juridiques unilatéraux.....	74
40	La nécessité d'un <i>animus contrahendi</i>	75
41	(suite) Les actes de pure courtoisie ou de complaisance.....	76
42	(suite) <i>Gentlemen's agreement</i>	77
43	Contrat bipartite ou multipartite	77
44	Contrat et clauses contractuelles.....	79

45	Contrat et groupe de contrats	80
46	Le contrat avec soi-même	81
Chapitre 2		
	TYPLOGIE DES CONTRATS.....	83
47	Introduction	83
Section 1	<i>Les distinctions prévues explicitement par le Code civil.....</i>	83
48	Trois distinctions	83
SOUS-SECTION 1	LES CONTRATS UNILATÉRAUX ET LES CONTRATS SYNALLAGMATIQUES	84
49	Définition	84
50	Une classification qui n'intéresse pas l'ordre public.....	85
51	Les contrats synallagmatiques imparfaits.....	85
52	Intérêts pratiques de la distinction	86
SOUS-SECTION 2	CONTRATS À TITRE ONÉREUX ET CONTRATS À TITRE GRATUIT.....	87
53	Contrats de bienfaisance et contrats à titre onéreux	87
54	Deux catégories de contrats à titre gratuit.....	88
55	Gratuité par essence ou par nature	89
56	Intérêts pratiques de la distinction entre contrats à titre gratuit et contrats à titre onéreux	89
SOUS-SECTION 3	LES CONTRATS COMMUTATIFS ET ALÉATOIRES	90
57	Les textes du Code	90
58	La défiance du législateur de 1804.....	91
59	Intérêts de la distinction	92
Section 2	<i>Distinctions sous-entendues par le Code civil.....</i>	93
60	Introduction	93
SOUS-SECTION 1	LA DISTINCTION ENTRE CONTRATS CONSENSUELS, RÉELS ET SOLENNELS.....	93
61	Le principe du consensualisme	93
62	Les contrats réels.....	94
63	Les contrats solennels : notion.....	95
64	Les contrats solennels prévus par le Code civil.....	95
65	(suite) Le formalisme solennel prévu par des législations modernes.....	97
SOUS-SECTION 2	LES CONTRATS NOMMÉS ET LES CONTRATS INNOMÉS	97
66	La distinction.....	97
67	Un exemple : les contrats de services à titre gratuit innommés.....	99
SOUS-SECTION 3	LES CONTRATS CONCLUS INTUITU PERSONAE.....	102
68	Notion	102
69	Le régime particulier des contrats <i>intuitu personae</i>	105
SOUS-SECTION 4	LES CONTRATS CONCLUS AVEC UNE ENTREPRISE OU ENTRE DEUX ENTREPRISES.....	107
70	La distinction antérieure à la loi du 15 avril 2018 : contrats civils et contrats commerciaux	107
71	Les contrats conclus entre entreprises ou avec une entreprise.....	108
Section 3	<i>Autres distinctions</i>	110
72	Vue d'ensemble des autres classifications	110
73	Contrats auxquels l'administration est partie	110
74	Contrats principaux et contrats accessoires	113
75	Contrats à exécution instantanée et contrats à exécution successive.....	113
76	Contrat-cadre et contrats d'application.....	114

77	Contrats nationaux et contrats internationaux.....	114
78	Contrats conclus de gré à gré et contrats d'adhésion.....	115
Section 4 Les contrats de consommation		118
79	Introduction	118
80	Définitions de l'entreprise et du consommateur	119
81	Obligation générale d'information précontractuelle	120
82	Plan du titre 3 relatif aux contrats avec les consommateurs.....	120
83	Les dispositions générales du titre 3.....	120
84	La prohibition des clauses abusives. Définition générale de la clause abusive	121
85	La liste noire de l'article VI. 83	122
86	La liste noire de clauses abusives : vue d'ensemble	123
87	Les sanctions des clauses abusives	126
88	-92 (numéros réservés).....	126

Chapitre 3

LES GRANDS PRINCIPES DU DROIT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

ET LEUR ÉVOLUTION

93	Introduction	127
Section 1 Le principe de l'autonomie de la volonté et la place de la volonté humaine dans le droit des contrats		127
94	Introduction	127
95	Les origines de la théorie de l'autonomie de la volonté	127
96	La volonté individuelle au cœur du contrat	128
97	Les principes déduits de l'autonomie de la volonté	129
98	Critiques de l'autonomie de la volonté	130
Section 2 Les principes fondamentaux du droit des contrats : brève présentation et évolution		131
99	Cinq principes fondamentaux du droit des contrats.....	131
SOUS-SECTION 1 LE PRINCIPE DE LA LIBERTÉ CONTRACTUELLE.....		132
100	Portée du principe	132
101	La liberté de conclure.....	132
102	Le libre choix du cocontractant.....	133
103	Le choix du contrat et de son contenu.....	134
104	(suite) Détermination autoritaire du contenu.....	134
SOUS-SECTION 2 LE PRINCIPE DU CONSENSUALISME		136
105	Portée du principe	136
106	Renaissance du formalisme	137
107	L'exemple du contrat de vente	138
SOUS-SECTION 3 LE PRINCIPE DE LA CONVENTION-LOI.....		140
108	Portée du principe. Exceptions. Renvoi.....	140
109	Le fondement de la force obligatoire du contrat	140
SOUS-SECTION 4 LE PRINCIPE DE LA RELATIVITÉ DES EFFETS INTERNES DES CONVENTIONS		141
110	Principe. Exceptions. Renvoi.....	141
SOUS-SECTION 5 LE PRINCIPE DE L'EXÉCUTION DE BONNE FOI.....		141
111	L'essor de la bonne foi.....	141

	§ 1 Les fonctions de la bonne foi dans l'exécution des conventions.....	144
112	Les fonctions de la bonne foi : vue d'ensemble.....	144
113	La bonne foi dans sa fonction modératrice	144
114	(suite) Les critères de l'abus.....	146
115	(suite) Applications de la fonction modératrice de la bonne foi	148
116	(suite) Les sanctions de l'abus de droit.....	148
116-1	Un principe général du droit	149
116-2	Un principe général qui n'est pas d'ordre public	150
	§ 2 Un impératif qui domine toute la vie du contrat.....	150
117	La bonne foi dans la négociation et la conclusion du contrat	150
118	La bonne foi et la fin du contrat.....	151

PARTIE 2

LA CONCLUSION DU CONTRAT

153

119	La conclusion du contrat : une étape, parmi d'autres, du « processus contractuel ».....	153
120	La réalité se joue parfois des découpages théoriques	154
121	Vue d'ensemble de la conclusion du contrat.....	154

TITRE 1

Le processus dynamique de conclusion du contrat.....

157

122	La diversité des questions à examiner.....	157
-----	--	-----

Chapitre 1

LE CONTRAT EST LA RENCONTRE D'UNE OFFRE ET D'UNE ACCEPTATION

158

123	Introduction. La nécessité d'une offre et d'une acceptation	158
-----	---	-----

Section 1 *La période précontractuelle*.....

159

124	Notion	159
125	Liberté dans la conduite des négociations et liberté de rupture de celles-ci.....	159
126	Le devoir d'information	160

Section 2 *L'offre de contrat*.....

163

127	Définition	163
128	La fermeté de l'offre.....	164
129	(suite) La fermeté de l'offre et la problématique des réserves.....	164
130	La précision de l'offre	165
131	L'extériorisation de l'offre.....	166
132	La forme de l'offre	167
133	Le caractère obligatoire de l'offre.....	167
134	L'irrévocabilité de l'offre.....	168
135	Sanction de la révocation fautive de l'offre	169
136	Caducité de l'offre	169

Section 3 *L'acceptation de l'offre*.....

170

137	Notion	170
138	Liberté d'acceptation	170
139	Liberté de la forme	171

Section 4	<i>Remise en cause de l'analyse traditionnelle fondée sur la rencontre d'une offre et d'une acceptation</i>	172
140	Position du problème	172
141	Une autre approche de la formation du contrat.....	173
Chapitre 2		
	LA CONCLUSION DES CONTRATS À DISTANCE, NOTAMMENT PAR VOIE ÉLECTRONIQUE....	175
142	Introduction	175
143	Question de terminologie. Plan.	176
Section 1	<i>La conclusion des contrats à distance : régime de droit commun des « contrats entre absents »</i>	176
144	Les théories en présence	176
145	Théorie retenue par la Cour de cassation : la réception.....	177
146	Le caractère supplétif de la théorie de la réception	179
Section 2	<i>Le régime des contrats de consommation conclus à distance</i>	179
147	Les dispositions du Code de droit économique	179
148	Champ d'application	180
149	Un renforcement de l'obligation d'information.....	180
150	Un droit de rétractation au contrat	181
151	La possibilité pour l'entreprise d'exiger un paiement anticipé	182
152	L'exécution de la commande	182
Section 3	<i>Les conditions supplémentaires prévues pour les contrats conclus par voie électronique</i>	183
153	Introduction	183
154	Champ d'application de la loi.....	184
155	La méthode des équivalents fonctionnels appliquée aux contrats « dématérialisés »	184
156	Obligations d'information	185
157	Informations concernant le prestataire de service de la société de l'information	186
158	Informations destinées à assurer la transparence du processus contractuel	186
159	Informations imposées postérieurement à la passation de la commande.....	187
160	Informations relatives aux conditions générales contractuelles	187
Chapitre 3		
	LA CONCLUSION DU CONTRAT PAR VOIE DE REPRÉSENTATION	188
161	Introduction : le rôle et la diversité des intermédiaires dans la négociation et la conclusion des contrats	188
Section 1	<i>Généralités à propos de la représentation</i>	188
162	Définition de la représentation	188
163	Sources de la représentation	189
164	Mandataire et simple messenger	189
165	La représentation est, selon les cas, parfaite ou imparfaite	190
166	La représentation des personnes morales.....	191
Section 2	<i>La représentation d'une partie par un mandataire</i>	191
167	Un contrat à double détente	191
168	Le principe de représentation.....	191
169	Applications du principe de la représentation.....	192

170	Les conséquences d'un dépassement de pouvoirs	194
171	La ratification	194
172	Le mandat apparent.....	195

Chapitre 4

	LES LETTRES D'INTENTION ET LES CONTRATS PRÉLIMINAIRES	197
173	Introduction	197
Section 1	<i>Les promesses de contrat</i>	197
174	Une question complexe.....	197
Sous-section 1	LES PROMESSES UNILATÉRALES DE CONTRAT	197
175	La promesse unilatérale de contrat : définition.....	197
176	Un contrat innommé aux multiples applications	198
177	La licéité des promesses unilatérales	198
178	La situation des parties pendant la période d'option	199
179	La situation des parties pendant la période de réalisation	201
180	Promesse de contrat et exécution en nature	201
Sous-section 2	LES PROMESSES BILATÉRALES DE CONTRAT	202
181	Les promesses bilatérales de contrat : définition	202
Sous-section 3	LES PACTES DE PRÉFÉRENCE	203
182	Notion	203
183	Nature juridique	203
184	Les obligations du promettant.....	204
185	Les sanctions de la violation du droit de préférence	205
Section 2	<i>Les lettres d'intention</i>	207
186	Introduction	207
187	Les principales catégories de lettres d'intention.....	208
188	Première catégorie : le rattachement à des notions classiques	208
189	Deuxième catégorie : les contrats partiels	209
190	Troisième catégorie : les lettres d'intention sans engagement juridique	210
191	Quatrième catégorie : les contrats préparatoires accessoires	210
192	Une question délicate : la présence de l' <i>animus contrahendi</i>	211

Chapitre 5

	L'ACCEPTATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES CONTRACTUELLES.....	213
193	Introduction. La fréquence des conditions générales contractuelles.....	213
Section 1	<i>L'opposabilité des conditions générales et des clauses contractuelles</i>	214
194	Les conditions d'opposabilité	214
195	L'inopposabilité des conditions générales	214
196	Première condition de l'opposabilité des conditions générales : la connaissance.....	215
197	La possibilité de prendre connaissance	216
198	Seconde condition : l'acceptation	216
199	Les conditions générales inscrites sur la facture.....	217
Section 2	<i>Le conflit entre conditions contractuelles</i>	218
200	Le conflit entre conditions générales	218
201	Deux hypothèses.....	218
202	Quatre théories	219

203	Le conflit entre conditions générales et conditions particulières	220
-----	---	-----

Chapitre 6

UN CONSENTEMENT RÉFLÉCHI : LE DROIT DE RÉTRACTATION PRÉVU PAR CERTAINES

	LÉGISLATIONS	221
204	Introduction	221
Section 1	<i>Vue d'ensemble des hypothèses de droit de rétractation</i>	221
205	Deux catégories de dispositions légales	221
Section 2	<i>Un devoir d'information et ses sanctions</i>	222
206	Portée du devoir d'information	222
207	Sanctions du non-respect de l'obligation d'information quant au droit de rétractation	223
Section 3	<i>Nature juridique du droit de rétractation</i>	223
208	Une question controversée	223
209	Bref aperçu de l'état de la doctrine	223
210	Le droit de rétractation, un droit potestatif affectant l'exécution d'un contrat déjà formé	224
Section 4	<i>L'exercice du droit de rétractation</i>	225
211	La rétractation en tant qu'acte juridique unilatéral	225
212	Une faculté discrétionnaire qui s'exerce « sans frais ni indemnité »	225
213	<i>Quid</i> de l'abus de droit en matière de rétractation ?	226
Section 5	<i>Les effets du droit de rétractation</i>	226
	§ 1 Le sort du contrat avant l'exercice du droit de rétractation	226
214	Introduction	226
215	La reconnaissance d'un droit de rétractation ne suspend pas, en règle, l'exécution du contrat ...	227
216	La loi peut reconnaître au délai de réflexion un effet suspensif	227
	§ 2 L'effet rétroactif de la rétractation	228
217	Un effet rétroactif	228

TITRE 2

La formation du contrat envisagée d'un point de vue statique

218	Vue d'ensemble des conditions de validité	229
219	Plan	230

Chapitre 1

LES CONSENTEMENTS DES PARTIES

220	Les diverses questions relatives au consentement	230
Section 1	<i>La nécessité d'un consentement</i>	231
221	Définition du consentement	231
222	Primauté de la volonté réelle et correctifs	231
223	Hypothèses de discordance entre la volonté réelle et la volonté déclarée	232
224	L'absence de consentement	233
Section 2	<i>La nécessité d'un consentement de bon aloi : les vices de consentement</i>	235
225	Vue d'ensemble	235
226	Les liens entre les vices de consentement	236
227	Les liens entre les vices du consentement et la responsabilité civile	236

SOUS-SECTION 1	L'ERREUR SPONTANÉE	237
228	Les catégories d'erreur	237
	§ 1 L'erreur en tant que vice du consentement.....	238
229	L'article 1110 du Code civil	238
	A. L'erreur sur la substance	238
	a) Les conditions de l'erreur sur la substance.....	238
230	Le caractère dialectique de la question	238
231	L'erreur doit être déterminante du consentement de l'errans	239
232	L'erreur peut être de fait ou de droit.....	240
233	Les correctifs dictés par le besoin de sécurité juridique. 1. L'erreur doit être commune.....	241
234	(suite) 2. L'erreur doit être excusable	242
	b) Le régime juridique de l'erreur sur la substance	245
235	Une cause de nullité relative de la convention	245
235-1	Quid de la nullité partielle de la convention?.....	245
236	La prise en charge du risque d'erreur.....	245
237	Distinction entre l'annulation du chef d'erreur sur la substance et d'autres recours.....	246
238	Erreur et responsabilité aquilienne	246
	B. L'erreur sur la personne	247
239	Notion	247
	§ 2 L'erreur-obstacle	248
240	Notion	248
	§ 3 Les erreurs indifférentes.....	249
241	Énumération	249
SOUS-SECTION 2	L'ERREUR CONSÉCUTIVE AU DOL.....	250
242	L'ambiguïté du mot « dol ».....	250
	§ 1 Les conditions du dol.....	250
243	La nécessité de manœuvres	250
244	(suite) Le dol par réticence	251
245	Le caractère intentionnel des manœuvres	253
246	Le caractère déterminant du dol	253
247	L'origine du dol	254
	§ 2 Le régime juridique du dol.....	254
248	La preuve du dol	254
249	Le dol permet d'élargir les hypothèses d'annulation du contrat pour erreur.....	255
250	Une cause de nullité relative.....	256
251	Dol et responsabilité aquilienne.....	256
SOUS-SECTION 3	LA VIOLENCE.....	257
252	Introduction	257
253	Notion	257
254	Nature du mal	258
255	Origine du mal	258
256	Une menace grave et imminente	259
257	Le caractère déterminant de la violence.....	259
258	Appréciation du caractère impressionnant de la menace.....	260
259	Le caractère illégitime de la violence	261
260	Régime juridique de la nullité pour violence	262

SOUS-SECTION 4	LA LÉSION	262
261	La lésion. Définition	262
	§ 1 Les hypothèses où la lésion est sanctionnée par la loi	263
262	Hypothèses dans lesquelles la lésion est cause de rescision.....	263
263	La définition générale de la clause abusive dans les contrats de consommation	264
263-1	La définition générale de la clause abusive dans les contrats entre entreprises.....	265
	§ 2 Les initiatives jurisprudentielles visant à lutter contre les conventions déséquilibrées.....	265
264	La lésion qualifiée	265
265	Les conditions de la lésion qualifiée	267
266	Fondement légal	267
267	La théorie de la réductibilité du salaire du mandataire	268

Chapitre 2

	LA CAPACITÉ DES PARTIES.....	270
268	Introduction	270
Section 1	<i>Généralités sur la capacité contractuelle des personnes physiques.....</i>	270
269	Capacité de jouissance et capacité d'exercice	270
270	Incapacité de jouissance des personnes physiques.....	270
271	Incapacité d'exercice des personnes physiques	271
272	Incapacité d'exercice et absence de consentement	272
Section 2	<i>Sanctions de l'incapacité.....</i>	273
273	Sanction de l'incapacité : la nullité	273
274	Une sanction particulière : la rescision	273
275	L'hypothèse du mineur qui a dissimulé son incapacité.....	274
276	Un correctif à la rétroactivité de la rescision ou de la nullité : les articles 1312 et 493, § 3, alinéa 2, du Code civil	274
Section 3	<i>Généralités sur la capacité contractuelle des personnes morales</i>	275
277	Notion de personne morale	275
278	La pleine capacité de principe des personnes morales.....	276
279	Les organes des personnes morales	276
280	Exceptions à la pleine capacité	277

Chapitre 3

	L'OBJET DU CONTRAT	279
Section 1	<i>Généralités.....</i>	279
281	Une notion à sens multiples	279
282	L'objet : une condition de validité de l'obligation, et, dans certains cas, du contrat.....	279
283	L'objet, une condition de validité et non d'existence du contrat	280
Section 2	<i>Les conditions auxquelles doit satisfaire l'objet.....</i>	280
284	Les conditions	280
SOUS-SECTION 1	UN OBJET POSSIBLE	280
285	Caractéristiques de l'impossibilité	280
285-1	La perte partielle de l'objet	281
SOUS-SECTION 2	UN OBJET QUI EST LICITE ET QUI SE TROUVE DANS LE COMMERCE.....	284
286	Principe.....	284

287	Choses futures	284
287-1	Pactes sur succession future	284
288	Une chose dans le commerce	285
289	L'illicéité de l'objet	286
SOUS-SECTION 3 UN OBJET DÉTERMINÉ OU À TOUT LE MOINS DÉTERMINABLE		287
290	Principe	287
290-1	Exemple : le caractère certain du prix de vente	287
291	Détermination de l'objet par une tierce personne	288
291-1	Un exemple particulier : l'article 1592 du Code civil	289
291-2	Choix et mission de l'expert	293
291-3	Une décision contraignante pour les parties : principe et exceptions	294
291-4	<i>Quid</i> de l'hypothèse dans laquelle le tiers ne peut ou ne veut procéder à l'estimation ?	295
292	Détermination de l'objet par une des parties	295
293	(suite) Protection de l'autre partie en cas de détermination unilatérale de l'objet	296

Chapitre 4

LA CAUSE DU CONTRAT		299
294	Introduction	299
295	La jurisprudence de la Cour de cassation	300
296	Les acceptions de la cause	301
297	État actuel de la doctrine et de la jurisprudence	302
Section 1 <i>L'utilité individuelle de la cause : la nécessité d'une cause</i>		303
298	Les questions à traiter	303
299	La nécessité d'une cause qui soit exacte	303
300	Le billet non causé : l'article 1132	304
301	Les actes abstraits. Définition	305
302	Les actes abstraits. Exemples	305
Section 2 <i>L'utilité sociale de la cause : la nécessité d'une cause licite</i>		308
SOUS-SECTION 1 GÉNÉRALITÉS		308
303	L'utilité sociale de la cause	308
304	Exemples de causes illicites	309
SOUS-SECTION 2 LE CAS PARTICULIER DU MOBILE ILLICITE UNILATÉRAL		310
305	Position du problème	310
306	La situation du cocontractant innocent	313
306-1	L'arrêt du 7 mai 2020 : un revirement de jurisprudence ?	315

Chapitre 5

LA CONFORMITÉ DU CONTRAT À L'ORDRE PUBLIC, AUX BONNES MŒURS ET AUX LOIS IMPÉRATIVES		316
307	Introduction	316
Section 1 <i>Les notions d'ordre public, de bonnes mœurs et de dispositions impératives</i>		317
308	L'ordre public : définition	317
309	Précisions importantes	317
310	Ordre public textuel et ordre public virtuel	319
311	Les bonnes mœurs	321

312	Les dispositions légales impératives	322
312-1	Les clauses abusives. Vue d'ensemble	325
312-2	Les clauses abusives dans les contrats de consommation	326
312-3	Les clauses abusives dans les contrats conclus entre entreprises	327
Section 2	Les sanctions de l'illicéité	331
313	Introduction	331
314	La contrariété à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.....	331
315	La violation d'une disposition légale impérative	331
316	Les adages « <i>Nemo auditur suam propriam turpitudinem allegans</i> » et « <i>In pari causa turpitudinis cessat repetitio</i> »	332
Section 3	La jurisprudence de la Cour de cassation en synthèse	333
316-1	Les causes de nullité	333
316-2	Les conséquences de la violation de l'ordre public	334

TITRE 3

Les sanctions des défauts dans la formation du contrat et des fautes précontractuelles.....

317	Introduction	337
-----	--------------------	-----

Chapitre 1

LES SANCTIONS D'UN VICE DANS LA FORMATION DU CONTRAT.....	337
---	-----

318	Vue d'ensemble du droit belge.....	337
-----	------------------------------------	-----

Section 1	La nullité du contrat	338
------------------	------------------------------------	------------

319	Introduction	338
-----	--------------------	-----

SOUS-SECTION 1	LA NULLITÉ : MISE EN ŒUVRE, PAR LA VOIE JUDICIAIRE, DU DROIT DE CRITIQUE.....	339
----------------	---	-----

320	La théorie de l'inexistence	339
-----	-----------------------------------	-----

321	L'arrêt de la cafetière ivre et ses enseignements.....	340
-----	--	-----

322	La mise en œuvre d'un droit de critique par voie d'action ou d'exception	341
-----	--	-----

323	Typologie des nullités : nullité textuelle ou virtuelle	342
-----	---	-----

324	Suite de la typologie : nullité obligatoire ou facultative.....	343
-----	---	-----

325	Suite de la typologie : nullité relative ou absolue	343
-----	---	-----

SOUS-SECTION 2	LA DISTINCTION ENTRE LA NULLITÉ RELATIVE ET LA NULLITÉ ABSOLUE DU CONTRAT	344
----------------	---	-----

326	Introduction	344
-----	--------------------	-----

327	Les titulaires du droit de critique.....	345
-----	--	-----

328	La possibilité d'une confirmation des actes entachés d'une cause de nullité relative	346
-----	--	-----

328-1	L'office du juge.....	349
-------	-----------------------	-----

328-2	Application immédiate de la loi nouvelle	351
-------	--	-----

329	Le délai de prescription de l'action en nullité.....	351
-----	--	-----

330	Les adages « <i>Nemo auditur...</i> » et « <i>In pari causa turpitudinis...</i> »	353
-----	---	-----

SOUS-SECTION 3	LA NULLITÉ PARTIELLE DE LA CONVENTION.....	353
----------------	--	-----

330-1	Un phénomène fréquent.....	353
-------	----------------------------	-----

§ 1	Nullité partielle <i>ratione personae</i> d'un contrat multipartite	353
-----	---	-----

330-2	Applications.....	353
-------	-------------------	-----

§ 2	Nullité partielle <i>ratione materiae</i> d'un contrat.....	354
-----	---	-----

331	Introduction	354
-----	--------------------	-----

331-1	Exemples de dispositions légales.....	354
-------	---------------------------------------	-----

331-2	Applications de la nullité partielle en jurisprudence	355
331-3	Un cas particulier de nullité partielle du contrat : la nullité de l'une de ses clauses	356
331-4	Les clauses de divisibilité et d'indivisibilité du contrat	357
331-5	La nullité d'une clause en l'absence d'une clause de divisibilité ou d'indivisibilité	358
331-6	Les suites de la nullité de la clause	359
Section 2	Les sanctions des clauses illicites	359
332	Éventail des sanctions	359
Sous-section 1	L'ÉLIMINATION DE LA CLAUSE ILLICITE	360
333	Une diversité de termes.....	360
334	La sanction de la nullité de la clause.....	361
335	Quid de l'expression européenne « ne lie pas » ?	361
336	La thèse dominante concernant le « réputé non écrit » : un synonyme de la nullité	362
337	La thèse favorable à l'autonomie du « réputé non écrit »	362
338	Les caractéristiques du « réputé non écrit »	363
339	Le « réputé non écrit » et l'indispensable recherche de la volonté du législateur	364
340	La jurisprudence traditionnelle de la Cour de cassation.....	365
341	L'arrêt du 25 avril 2003 : un revirement de jurisprudence ?	366
Sous-section 2	LA NULLITÉ PARTIELLE D'UNE CLAUSE.....	367
341-1	Introduction	367
341-2	La nullité partielle en vertu d'une disposition légale	368
341-3	La nullité partielle d'une clause illicite en jurisprudence	369
341-4	(Suite) Les conditions de la nullité partielle d'une clause illicite.....	370
341-5	Exemples.....	372
Sous-section 3	LA RÉVISION JUDICIAIRE DE LA CLAUSE ILLICITE ET L'ACTION EN CESSATION.....	372
342	Le pouvoir de révision de la clause.....	372
342-1	Les actions en cessation	373
Section 3	Les effets de l'annulation	373
343	Une question délicate	373
Sous-section 1	LES RESTITUTIONS CONSÉCUTIVES À L'ANNULATION DU CONTRAT	374
344	Un mode de dissolution rétroactif du contrat.....	374
344-1	Office du juge	375
345	Fondement des restitutions.....	376
346	Régime des restitutions	377
Sous-section 2	EXCEPTIONS ET TEMPÉRMENTS AU CARACTÈRE RÉTROACTIF DE L'ANNULATION	378
347	Introduction	378
348	Textes particuliers	379
349	Les contrats illicites et l'adage « <i>In pari causa turpitudinis...</i> »	379
350	L'annulation des contrats à exécution successive ou continue	381
351	Le principe de la rétroactivité	381
352	La protection en matière mobilière.....	382
353	La protection en matière immobilière	382
354	Le sort des actes d'administration	382
355	La rescision pour lésion en matière de vente immobilière.....	383
Section 4	Le sauvetage du contrat entaché d'un défaut dans sa formation.....	383
355-1	Vue d'ensemble des techniques de sauvetage du contrat	383

355-2	La réfection du contrat	384
355-3	La conversion de l'acte	384
355-4	La régularisation de l'acte	386

Chapitre 2

LA RESPONSABILITÉ PRÉCONTRACTUELLE		389
356	Introduction. La <i>culpa in contrahendo</i>	389
357	Plan	390
Section 1	<i>La responsabilité précontractuelle en l'absence de contrat</i>	390
358	Introduction. Deux hypothèses	390
SOUS-SECTION 1 LA RUPTURE FAUTIVE DES POURPARLERS CONTRACTUELS		390
359	Les devoirs des négociateurs.....	390
360	Fondement juridique de ces devoirs : l'article 1382 du Code civil.....	391
361	La faute précontractuelle. Illustrations.....	392
362	Le dommage réparable	392
363	(suite) Les avantages espérés de la conclusion du contrat.....	393
SOUS-SECTION 2 LA RÉVOCATION FAUTIVE DE L'OFFRE DE CONTRAT		394
364	Le caractère obligatoire de l'offre.....	394
365	La conclusion forcée du contrat	394
366	La réparation pécuniaire	395
367	La conclusion du contrat entre l'offrant et une tierce personne.....	395
Section 2	<i>La responsabilité extracontractuelle en présence d'un contrat « réalité viciée »</i>	396
368	Introduction	396
SOUS-SECTION 1 LA RESPONSABILITÉ PRÉCONTRACTUELLE EN CAS D'ANNULATION DU CONTRAT.....		396
369	La responsabilité de la partie qui est à l'origine de la cause de nullité	396
370	La faute de la partie qui réclame la nullité	397
SOUS-SECTION 2 LA RESPONSABILITÉ PRÉCONTRACTUELLE EN L'ABSENCE D'ANNULATION DU CONTRAT		397
371	Deux hypothèses	397
372	La faute précontractuelle qui n'est pas cause de nullité.....	397

PARTIE 3

LES EFFETS DU CONTRAT ENTRE PARTIES..... 399

373	Introduction	399
-----	--------------------	-----

Chapitre 1

LE PRINCIPE DE LA CONVENTION-LOI.....		400
374	Introduction	400
Section 1	<i>Le principe</i>	400
375	Force obligatoire du contrat et contenu obligationnel	400
376	La force obligatoire du contrat pour les juges	401
377	Applications du principe	402
378	La force obligatoire du contrat pour le législateur	404
Section 2	<i>Les exceptions au principe de la convention-loi</i>	405
379	Introduction	405

SOUS-SECTION 1	LIMITATIONS D'ORIGINE LÉGALE	405
380	Pouvoir de révision des tribunaux	405
381	L'application immédiate de certaines lois aux contrats en cours	406
382	Droit de résiliation unilatérale et droit de rétractation	406
SOUS-SECTION 2	LIMITATIONS D'ORIGINE JUDICIAIRE	407
383	Trois limitations	407
Chapitre 2		
	LA PORTÉE INTERNE DU CONTRAT : LES EFFETS DU CONTRAT ENTRE PARTIES	408
384	Introduction	408
Section 1	<i>Les contrats ayant un contenu obligationnel</i>.....	408
385	Les sources des obligations : l'article 1135 du Code civil.....	408
	§ 1 Le contenu obligationnel résultant de la volonté commune des parties.....	409
386	« Ce qui y est exprimé »	409
	§ 2 Les sources d'obligations permettant de combler les lacunes de l'accord des parties.....	410
387	Le comblement des lacunes grâce à l'article 1135 et à l'article 1134, alinéa 3, du Code civil.....	410
388	Des obligations de nature contractuelle.....	411
388-1	(Suite) La double limite de l'effet completif des sources de l'article 1135 du Code civil	412
389	Les suites de la loi.....	412
390	Les suites de l'usage	412
391	(suite) Usage de droit	413
391-1	Coutumes en matière commerciale	415
392	(suite) L'usage de fait ou conventionnel.....	417
393	Les suites de l'équité.....	417
394	La bonne foi et sa fonction complétive	418
394-1	Les suites des règles de l'art.....	420
Section 2	<i>Les contrats translatifs de droit</i>.....	420
395	Une obligation fondamentale de <i>dare</i>	420
396	Les conventions translatives de créance	421
397	Moment du transfert	421
	§ 1 Le moment du transfert <i>inter partes</i>	422
398	Principe du transfert <i>solo consensu</i>	422
399	Importance de la question	422
	§ 2 Exceptions au transfert de propriété <i>solo consensu</i>	423
400	Vue d'ensemble.....	423
401	Les clauses de réserve de propriété.....	423
402	Les choses de genre	424
403	Les choses futures.....	425
404	Les obligations alternatives	425
	§ 3 Le transfert vis-à-vis des tiers	425
405	Le principe d'opposabilité de plein droit.....	425
406	Le formalisme d'opposabilité pour les mutations en matière immobilière	425
407	L'article 1141 du Code civil et les meubles corporels	427
408	L'opposabilité des cessions de créance.....	428

Section 3	<i>Autres types de conventions</i>	429
409	La diversité des effets internes.....	429
410	Les conventions extinctives	429
411	Le contrat générateur de clauses	431
Chapitre 3		
	L'INTERPRÉTATION ET LA QUALIFICATION DU CONTRAT	434
412	Introduction	434
Section 1	<i>L'interprétation du contrat</i>	434
413	Le contexte.....	434
414	Nature des règles d'interprétation du Code civil	435
SOUS-SECTION 1	L'INTERPRÉTATION EN FONCTION DE LA VOLONTÉ COMMUNE DES PARTIES	436
415	Le principe fondamental : la recherche de la commune intention des parties	436
416	Éléments permettant de dégager la commune intention	437
417	Les articles 1157 et suivants du Code civil	438
418	Les contraintes imposées au juge du fond.....	439
SOUS-SECTION 2	AUTRES RÈGLES D'INTERPRÉTATION	440
419	Vue d'ensemble.....	440
420	L'interprétation du mandat.....	441
421	Interprétation des clauses dérogatoires au droit commun.....	442
SOUS-SECTION 3	LES RÈGLES D'INTERPRÉTATION PRÉFÉRENTIELLE	443
422	Vue d'ensemble.....	443
423	Article 1162 du Code civil	443
424	Contrats de vente : interprétation en faveur de l'acheteur. L'article 1602, alinéa 2, du Code civil .	444
425	Contrats d'adhésion et contrats standards : interprétation <i>contra proferentem</i>	445
426	(suite) Justification du principe.....	446
427	1. Argument tiré de l'article 1162 du Code civil	446
428	2. Interprétation extensive de l'article 1602, alinéa 2, du Code civil	447
429	3. L'article 1382 du Code civil	448
430	Contrats de consommation : interprétation préférentielle en faveur du consommateur.....	448
431	Contrat d'auteur : interprétation préférentielle en faveur de l'auteur	450
432	Accord de partenariat commercial : interprétation préférentielle en faveur du cessionnaire du droit	450
432-1	Contrat d'assurance	450
Section 2	<i>La qualification du contrat</i>	451
433	Contexte	451
434	Absence de qualification donnée par les parties	451
435	Les pouvoirs du juge en présence d'une qualification donnée par les parties.....	452
436	Qualification d'une relation contractuelle complexe	453
436-1	Deux exemples	454

PARTIE 4
**LA MÉCONNAISSANCE DES EFFETS INTERNES
 DU CONTRAT ET SES SANCTIONS**

437	Introduction	457
438	Méconnaissance de la force obligatoire d'un contrat et violation d'une obligation.....	459
439	Une « approche éclatée » des sanctions.....	460
439-1	Une question de terminologie	461
439-2	Plan	462

TITRE 1

**De l'importance de la mise en demeure
 et de la bonne foi dans la mise en œuvre des sanctions ..**

440	Introduction	463
-----	--------------------	-----

Chapitre 1

LA MISE EN DEMEURE PRÉALABLE DU DÉBITEUR

441	Introduction	464
-----	--------------------	-----

Section 1 *Notion*

442	La mise en demeure : définition et questions de terminologie	465
443	Un champ d'application fort large	466
444	Nature juridique	467
445	Mise en demeure et représentation	468
446	La mise en demeure <i>ad futurum</i>	468
447	Conceptions de la mise en demeure	469

Section 2 *Les formes et le contenu de la mise en demeure*

448	Un tableau contrasté	471
-----	----------------------------	-----

SOUS-SECTION 1 LA FORME DE LA MISE EN DEMEURE (LA MORA EX PERSONA CREDITORIS).....

449	La sommation	471
450	L'acte équivalent : une notion évolutive	472
451	La reconnaissance du débiteur	474
452	Nécessité d'un acte écrit ?	474
453	Les clauses relatives à la forme de la mise en demeure	475
454	(suite) Lois particulières relatives à la forme de la mise en demeure	475

SOUS-SECTION 2 LE CONTENU DE LA MISE EN DEMEURE

455	Introduction	476
456	Les indications relatives à l'obligation en souffrance : droit commun	476
457	(suite) Régimes particuliers.....	477
458	Les sanctions encourues : droit commun	478
459	(suite) Régimes dérogatoires : la fonction d'avertissement de certaines mises en demeure	479
460	<i>Quid</i> d'un délai pour le débiteur ?	480

Section 3 *Les rôles de la mise en demeure*.....

461	Vue d'ensemble.....	482
-----	---------------------	-----

§ 1	Un préalable obligé à la mise en œuvre des sanctions applicables en cas d'inexécution	483
462	Présentation classique	483
463	Un principe général de droit	483
	A. Les sanctions de droit commun	485
464	La condamnation du débiteur à s'exécuter en nature.....	485
465	La condamnation aux dommages et intérêts compensatoires et moratoires	486
466	Les intérêts légaux moratoires	488
467	Quid du point de départ des intérêts compensatoires ?	489
468	La résolution judiciaire du contrat synallagmatique.....	489
	B. Les clauses contractuelles applicables en cas d'inexécution	490
469	La clause pénale.....	490
470	Le pacte comissoire exprès.....	490
471	La clause de remplacement ou d'exécution d'office.....	490
472	La clause organisant l'exception <i>non adimpleti contractus</i>	491
	C. Les formes de justice privée	491
473	La résolution unilatérale et la faculté de remplacement unilatéral	491
474	L'exception <i>non adimpleti contractus</i>	491
§ 2	La mise en demeure déplace la charge des risques	493
475	Le transfert des risques.....	493
Section 4	Les cas dans lesquels la mise en demeure est écartée	493
476	Introduction	493
§ 1	La clause de dispense de mise en demeure	494
477	Régime de la clause en droit commun	494
478	Dans les législations particulières	495
§ 2	Les hypothèses dans lesquelles la mise en demeure manquerait nécessairement son but	495
479	Les hypothèses du Code civil : articles 1145 et 1146	495
480	L'exécution est devenue impossible ou inutile : la <i>mora ex re</i>	496
481	Le débiteur déclare qu'il ne s'exécutera pas : la <i>mora ex persona debitoris</i>	497
§ 3	La <i>mora ex lege</i>	498
482	Deux types de situation	498
Section 5	Conclusions	499
483	Le droit actuel de la mise en demeure : un compromis entre les intérêts des parties.....	499
Chapitre 2		
	LE RESPECT DE LA BONNE FOI PAR LE CRÉANCIER VICTIME D'UNE INEXÉCUTION.....	500
484	Introduction	500
Section 1	L'interdiction de l'abus de droit	500
485	La fonction modératrice de la bonne foi. Rappel	500
486	Les sanctions de l'abus de droit : la jurisprudence de la Cour de cassation	500
487	Dol et abus de droit.....	502
488	La réduction du droit à son usage normal	502
489	La réparation du dommage causé par l'abus de droit	504
490	Un tempérament applicable à la mise en œuvre de toute clause contractuelle	506
490-1	Autres applications de la réparation non pécuniaire de l'abus de droit.....	508

Section 2	<i>Le devoir pour le créancier de prendre les mesures raisonnables permettant de réduire le préjudice</i>	509
491	Notion	509
492	Exemples.....	509
493	Exécution de ce devoir et sanction de sa violation.....	510

TITRE 2

Les sanctions judiciaires..... 511

494	L'office du juge en cas de méconnaissance de la force obligatoire du contrat	511
495	Les remèdes judiciaires à l'inexécution d'une obligation contractuelle	512

Chapitre 1

L'EXÉCUTION EN NATURE..... 513

496	Introduction	513
497	Une distinction cardinale : la condamnation et ses voies d'exécution	514

Section 1 *Le pouvoir du juge de condamner ad ipsam rem*..... 515

498	Une bouteille à encre : l'article 1142 du Code civil	515
499	La portée de l'article 1142	516
500	L'objet de la condamnation	517
501	Le sort des obligations personnelles au débiteur.....	518
502	La compétence du juge des référés.....	519

Section 2 *Le droit du créancier d'obtenir la condamnation ad ipsam rem*..... 520

503	Introduction	520
-----	--------------------	-----

SOUS-SECTION 1 LA PRIMAUTÉ DE L'EXÉCUTION EN NATURE..... 520

504	Un droit du créancier.....	520
505	Un droit pour le débiteur	521

SOUS-SECTION 2 LES EXCEPTIONS AU PRINCIPE..... 522

506	L'impossibilité de l'exécution en nature.....	522
507	L'abus de droit	523

Section 3 *Les conséquences de la désobéissance du débiteur à la condamnation ad ipsam rem*..... 524

508	Vue d'ensemble.....	524
-----	---------------------	-----

SOUS-SECTION 1 L'EXÉCUTION FORCÉE EN NATURE DE LA CONDAMNATION..... 525

509	Vue d'ensemble.....	525
-----	---------------------	-----

509-1 Nécessité d'un titre exécutoire

§ 1	Les voies d'exécution des condamnations pécuniaires	526
-----	---	-----

510	La saisie-exécution.....	526
-----	--------------------------	-----

511	L'article 8 de la loi hypothécaire.....	526
-----	---	-----

512	(suite) Le principe d'égalité des créanciers. L'article 8 de la loi hypothécaire	527
-----	--	-----

§ 2	Les voies d'exécution des condamnations non pécuniaires	528
-----	---	-----

513	Principe.....	528
-----	---------------	-----

A. *La contrainte physique directe sur la personne du débiteur*..... 528

514	Un principe fondamental : l'interdiction de la contrainte physique directe sur la personne du débiteur.....	528
-----	---	-----

515	L'expulsion <i>manu militari</i>	529
-----	--	-----

	B. La contrainte par substitution	530
516	Notion	530
517	Le système des articles 1142 à 1144 du Code civil	530
	a) Première forme de contrainte par substitution : le remplacement judiciaire.....	531
518	Une voie d'exécution en nature	531
519	Champ d'application du remplacement judiciaire.....	533
520	Un droit pour le créancier	534
521	Le remplacement à titre principal.....	534
522	Autres questions relatives au remplacement judiciaire.....	535
	b) Les autres formes de contrainte par substitution	536
523	L'enlèvement <i>manu militari</i> d'un meuble corporel	536
524	Le jugement valant acte du débiteur	537
	c) Limite aux voies de contrainte par substitution : le caractère personnel de la prestation en souffrance.....	538
525	La distinction entre les obligations personnelles du débiteur et celles qui ne le sont pas	538
526	La notion d'obligation personnelle	539
	SOUS-SECTION 2 LES CONDAMNATIONS SUBSIDIAIRES À DES DOMMAGES ET INTÉRÊTS	540
527	Les deux types de condamnations	540
	SOUS-SECTION 3 L'ASTREINTE	540
528	La situation antérieure à la loi du 31 janvier 1980	540
529	Définition de l'astreinte	541
530	Champ d'application de l'astreinte.....	541
531	Principales caractéristiques de l'astreinte	543
532	Liens entre l'astreinte et le remplacement judiciaire.....	543

Chapitre 2

	L'EXÉCUTION PAR ÉQUIVALENT OU LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE	545
533	Introduction. De l'exécution par équivalent à la responsabilité contractuelle.....	545
534	Les domaines de la responsabilité contractuelle.....	546
535	Plan	547
	Section 1 Les conditions de la responsabilité contractuelle	547
536	Vue d'ensemble.....	547
	SOUS-SECTION 1 LE FAIT GÉNÉRATEUR DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE.....	547
537	Les questions traitées.....	547
	§ 1 La faute contractuelle.....	548
538	Inexécution et faute	548
539	La faute légère abstraite	548
540	L'échelle des fautes.....	549
541	Le dol dans l'exécution du contrat	550
541-1	La faute lourde dans l'exécution du contrat	552
542	L'imputabilité du manquement	553
543	Faute contractuelle et dissolution du contrat	554
544	Faute contractuelle et infraction pénale	554
545	Question spéciale : la responsabilité du débiteur bénévole	555
	§ 2 L'étendue des obligations contractuelles et la preuve de la faute contractuelle...	557
546	L'intensité variable de l'obligation contractuelle	557

547	La distinction entre les obligations de moyens et les obligations de résultat	558
548	Importance de la question sur le plan probatoire	558
549	Les critères de distinction.....	559
550	Les nuances à apporter à cette catégorisation des obligations.....	562
551	Obligations de garantie.....	563
	§ 3 La responsabilité contractuelle du fait d'autrui et du fait des choses.....	564
552	Responsabilité contractuelle pour autrui	564
552-1	Application : la responsabilité du mandant pour les fautes de gestion de son mandataire	565
553	Un principe de responsabilité contractuelle du fait des choses ?	567
SOUS-SECTION 2 LES AUTRES CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE :		
	LE DOMMAGE ET LE LIEN CAUSAL	569
554	La nécessité d'un dommage et d'un lien causal	569
555	Le dommage.....	570
556	L'article 1149 : le manque à gagner et la perte subie	570
557	Réparation du dommage futur et de la perte d'une chance	572
558	Les limites fixées par les articles 1150 et 1151 du Code civil.....	574
559	Première limitation : réparation du dommage qui est une suite nécessaire de l'inexécution	574
560	Seconde limitation : réparation du dommage prévisible.....	576
SOUS-SECTION 3 LA CAUSE ÉTRANGÈRE LIBÉRATOIRE, LA THÉORIE DES RISQUES ET L'IMPRÉVISION		576
561	Introduction	576
	§ 1 La cause étrangère libératoire.....	577
562	Force majeure et cause étrangère libératoire	577
563	Deux théories différentes.....	578
564	Les conditions de la cause étrangère.....	578
564-1	Le débiteur de choses de genre : « <i>Genera non pereunt</i> »	580
565	Applications de la cause étrangère libératoire	583
566	Preuve de la cause étrangère	583
567	Clauses contractuelles.....	584
	§ 2 Les effets de la cause étrangère libératoire – La théorie des risques	584
568	Introduction	584
	A. <i>Les effets de la force majeure sur l'obligation inexécutée</i>	584
569	Caractère libératoire de la force majeure pour le débiteur.....	584
570	Portée de la libération du débiteur et exceptions.....	585
	B. <i>Les effets de la force majeure sur le contrat</i>	586
571	La distinction entre contrats unilatéraux et synallagmatiques	586
	a) Les effets de la force majeure sur le contrat unilatéral	586
572	<i>Quid</i> du sort du contrat unilatéral ?	586
	b) Les effets de la force majeure sur le contrat synallagmatique	586
573	La théorie des risques	586
574	Les effets de la force majeure sur le contrat : vue d'ensemble.....	587
575	La théorie des risques en présence d'un obstacle définitif : la dissolution du contrat synallagmatique.....	588
576	(suite) Caractéristiques de la dissolution.....	589
577	La théorie des risques en présence d'un empêchement temporaire : la suspension du contrat	590
578	La force majeure, créatrice d'obligations.....	591
579	Les incidences de la force majeure sur les contrats synallagmatiques translatifs de propriété	593

§ 3	La théorie de l'imprévision et du bouleversement de l'économie contractuelle.	595
	A. Le rejet de la théorie de l'imprévision	595
580	Définition de l'imprévision	595
581	Rejet de l'imprévision	596
582	La prise en compte du changement des circonstances par diverses lois	597
583	L'isolement du droit belge sur la question	598
	B. Quelques succédanés de l'imprévision	599
584	Introduction	599
585	Une piste à écarter : l'équité	599
586	La force majeure, un succédané de l'imprévision	599
587	Une autre piste : l'abus de droit	600
588	Une piste rejetée : la fonction adaptatrice de la bonne foi	601
589	La voie contractuelle : les clauses de <i>hardship</i>	602
589-1	L'imprévision dans les marchés publics	603
Section 2	Les effets de la responsabilité contractuelle	604
590	Introduction	604
SOUS-SECTION 1	LE PRINCIPE DE LA RÉPARATION INTÉGRALE	605
591	Le principe de la réparation intégrale	605
591-1	Exceptions au principe de la réparation intégrale	606
592	Moment auquel le dommage doit être évalué	606
SOUS-SECTION 2	LA RÉPARATION EN NATURE DU DOMMAGE	607
593	Introduction	607
594	Un des effets de la responsabilité contractuelle	607
595	La différence entre l'exécution en nature et la réparation en nature	608
596	Caractéristiques intrinsèques de la réparation en nature	609
597	Les conditions de fond de la réparation en nature	610
598	Une création jurisprudentielle	611
599	Applications légales particulières de la réparation en nature	613
600	L'état de la jurisprudence	613
601	Les pouvoirs du juge	615
SOUS-SECTION 3	LA RÉPARATION PÉCUNIAIRE	617
	§ 1 Généralités	617
602	Les dommages et intérêts : typologie	617
603	Évaluation des dommages et intérêts	618
604	Cumul des dommages et intérêts et de l'exécution en nature	618
605	La pluralité de responsables	618
606	La faute de la victime	620
	§ 2 L'indemnisation du retard d'exécution de l'obligation	620
607	Trois types d'indemnité de retard	620
	A. Les dommages et intérêts moratoires	620
608	Le retard d'exécution d'une obligation non pécuniaire : les dommages et intérêts moratoires	620
	B. Les intérêts moratoires	621
609	Notion d'obligation de somme	621
610	L'article 1153 du Code civil	622
611	Dommage couvert par l'intérêt légal de retard	623
612	Licéité des clauses dérogatoires à l'article 1153	624

613	Indemnisation du retard de paiement des obligations de somme dans les transactions commerciales.....	625
	C. <i>Les intérêts compensatoires</i>	627
614	La notion de dette de valeur	627
615	Le régime des intérêts compensatoires.....	627
	D. <i>L'anatocisme</i>	628
616	Anatocisme.....	628
617	Les conditions de l'anatocisme	628
618	Champ d'application.....	629
Section 3 <i>Les rapports entre responsabilité aquilienne et responsabilité contractuelle</i>		630
619	Introduction	630
620	Un préliminaire obligé à chacune de ces questions : la détermination du périmètre contractuel ..	630
620-1	La responsabilité professionnelle : contractuelle ou extracontractuelle ?.....	631
SOUS-SECTION 1 LA QUESTION DE L'OPTION DES RESPONSABILITÉS.....		631
621	Position du problème	631
622	Plan	632
	§ 1 La mise en contexte de l'option des responsabilités	632
623	Un préliminaire obligé : la détermination du périmètre contractuel.....	632
624	(suite) Exclusion d'une série d'hypothèses.....	633
625	Les sources des obligations contractuelles	633
626	Intérêt de la distinction entre les deux ordres de la responsabilité civile	634
627	Nécessité d'une faute mixte.....	635
628	L'office du juge et la cause de la demande.....	636
	§ 2 La jurisprudence de la Cour de cassation	637
629	Trois périodes	637
	A. <i>La jurisprudence de la Cour de cassation avant l'arrêt du 7 décembre 1973..</i>	637
630	L'arrêt de la Cour de cassation du 13 février 1930	637
631	Les réticences doctrinales	638
	B. <i>La période intermédiaire : la prohibition du concours</i>	639
632	L'arrêt de la Cour de cassation du 7 décembre 1973.....	639
633	La faute du débiteur : deux courants doctrinaux.....	639
634	Un dommage autre que celui résultant de la mauvaise exécution du contrat : deux courants doctrinaux.....	640
635	Des conditions cumulatives.....	641
636	Tentatives avortées en vue de contourner la prohibition du concours.....	641
637	L'exception : le manquement contractuel constitutif d'infraction pénale	642
	C. <i>Depuis l'arrêt de la Cour de cassation du 29 septembre 2006 :</i> <i>L'admission d'un concours limité</i>	644
638	Introduction	644
639	L'arrêt de la Cour de cassation du 29 septembre 2006 : l'ouverture	644
640	Une ouverture timide	645
641	La jurisprudence ultérieure.....	645
642	En conclusion.....	646

SOUS-SECTION 2	LA RESPONSABILITÉ AQUILIENNE DES AGENTS D'EXÉCUTION, PRÉPOSÉS OU ORGANES DU DÉBITEUR	647
643	Le problème	647
643-1	Notion d'agent d'exécution	647
644	Quid d'un recours en responsabilité contractuelle ?.....	648
645	Quid de la responsabilité aquilienne ? La jurisprudence de la Cour de cassation	649
646	Les conditions du recours contre l'agent d'exécution.....	652
647	Les limites de la quasi-immunité civile des agents d'exécution	653
SOUS-SECTION 3	LA COEXISTENCE DES RESPONSABILITÉS.....	655
648	Le problème	655
649	Le principe.....	656
650	Types d'obligations extracontractuelles.....	657
651	Fautes professionnelles	657
652	L'arrêt du 25 octobre 1990	658
SOUS-SECTION 4	LA TIERCE COMPLICITÉ DE LA VIOLATION D'UNE OBLIGATION CONTRACTUELLE	659
653	Le problème	659
654	La thèse de la fraude simple.....	660
655	Les conditions de la responsabilité du tiers complice	661
656	La connaissance du contrat et de son inexécution par le tiers	662
657	Applications de la tierce complicité.....	663
658	Les sanctions de la tierce complicité.....	664
Chapitre 3		
	LA RÉOLUTION JUDICIAIRE	666
659	Introduction	666
Section 1	Généralités à propos de la résolution judiciaire	666
660	Une sanction mais aussi un mode de dissolution des contrats.....	666
661	Une sanction fondée sur l'interdépendance des obligations réciproques	667
662	Une sanction applicable à tout contrat synallagmatique	667
663	Difficultés d'ordre terminologique.....	668
Section 2	Les conditions d'application de la résolution judiciaire	670
664	Vue d'ensemble.....	670
665	L'exigence d'une mise en demeure préalable	670
666	Intervention judiciaire préalable.....	670
667	La résolution suppose une faute du débiteur	671
668	La gravité de la faute.....	672
669	Le dommage n'est pas une condition de la résolution	673
Section 3	Les pouvoirs du juge saisi d'une action en résolution	673
670	Le droit d'option du créancier	673
671	Le rôle du juge dans l'appréciation de la gravité du manquement.....	674
672	L'interdiction de l'exercice abusif de l'option	675
673	Les pouvoirs du juge saisi d'une action en résolution.....	676
Section 4	Les effets de la résolution	677
674	La rétroactivité de principe de la résolution judiciaire.....	677
SOUS-SECTION 1	LES EFFETS DE LA RÉOLUTION ENTRE PARTIES.....	678
675	Introduction	678

§ 1	L'étendue de la résolution.....	678
676	Résolution totale ou partielle.....	678
677	L'étendue de la résolution dans le temps. La limitation de la rétroactivité dans les contrats à exécution successive	678
678	Le maintien de certaines portions du contrat	679
679	La résolution partielle dans les contrats multipartites	680
§ 2	Les conséquences de la résolution : les restitutions et les dommages et intérêts complémentaires.....	681
680	Les restitutions consécutives à la résolution	681
681	Dommages et intérêts complémentaires à la résolution	682
SOUS-SECTION 2 LES EFFETS DE LA RÉOLUTION À L'ÉGARD DES TIERS.....		685
682	Le principe de la rétroactivité	685
683	Tempéraments. a) La protection en matière mobilière.....	685
684	b) La protection en matière immobilière.....	685
685	c) Le sort des actes d'administration	686
Chapitre 4		
LA RÉFACTION JUDICIAIRE DU PRIX PAR SUITE D'UNE EXÉCUTION		
PARTIELLE OU DÉFECTUEUSE		687
685-1	Introduction – Un terrain largement en friche.....	687
685-2	Réfaction et concepts voisins – Précisions terminologiques.....	688
Section 1 Les hypothèses de réduction consacrées expressément par les usages ou par le législateur		690
685-3	Vue d'ensemble.....	690
SOUS-SECTION 1 LA RÉFACTION DU PRIX DANS LES VENTES COMMERCIALES		690
685-4	Un tempérament aux rigueurs de l'exécution en nature et de la résolution du contrat	690
685-5	Applications jurisprudentielles	691
685-6	Limites de la réfaction	692
SOUS-SECTION 2 LES HYPOTHÈSES DE RÉDUCTION ADMISES DEPUIS 1804 PAR LE CODE CIVIL.....		693
685-7	L'adaptation du prix de vente	693
685-8	L'adaptation du loyer dans les baux de droit commun et les baux à ferme.....	696
SOUS-SECTION 3 LES HYPOTHÈSES DE RÉDUCTION CONSACRÉES PAR LE LÉGISLATEUR MODERNE.....		698
685-9	Un remède en plein essor	698
685-10	Le défaut de conformité dans la vente internationale de marchandises	698
685-11	Le défaut de conformité du bien de consommation livré par un vendeur professionnel à un consommateur	699
685-12	Les baux d'habitation en Région wallonne	700
685-12.1	La loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage	700
685-12.2	La réduction du prix dans les directives européennes	700
Section 2 Régime juridique de la réfaction		701
685-13	Introduction	701
SOUS-SECTION 1 LE CHAMP D'APPLICATION DE LA RÉFACTION		701
685-14	La tendance à la généralisation de la réfaction.....	701
685-15	Quelques applications en jurisprudence française avant la réforme de 2016	702
685-16	L'exécution partielle du mandat.....	704

685-17	L'inexécution partielle des obligations de l'entrepreneur	704
685-18	La diminution de loyer.....	705
SOUS-SECTION 2 LA NATURE JURIDIQUE DE LA RÉFACTION		705
685-19	Une question controversée	705
685-20	La volonté tacite des parties.....	706
685-21	Une résolution partielle	706
685-22	Exception d'inexécution	707
685-23	Réfaction et responsabilité contractuelle.....	707
685-24	Une application de la fonction modératrice de la bonne foi.....	708
685-25	Un remède spécifique de l'inexécution des obligations.....	710
685-25.1	Un principe général du droit ?	710
SOUS-SECTION 3 UN RÉGIME JURIDIQUE UNIFORME DE LA RÉFACTION ?.....		710
685-26	Limites de nos recherches.....	710
685-27	Le rôle du juge	711
685-28	Une inexécution imputable ou non au débiteur.....	711
685-29	Ampleur de la réduction	712
685-30	Liens entre la réfaction et les autres remèdes à l'inexécution partielle	713
685-31	Licéité des clauses contraires.....	713
685-32	Le droit de réduire le prix dans le Projet de Cadre Commun de Référence	714
685-33	La réduction du prix dans le projet de réforme belge du droit des obligations	715

TITRE 3

Les clauses relatives à l'inexécution..... 717

686	Deux grandes catégories de clauses.....	717
687	Les principales questions à aborder.....	717
687-1	L'absence de réaction immédiate du créancier face à un manquement contractuel	718
687-2	La portée des clauses de tolérance	719

Chapitre 1

LES REMÈDES CONVENTIONNELS..... 719

688	Introduction	719
-----	--------------------	-----

Section 1 *Le créancier entend obtenir l'exécution en nature*

689	Panel des clauses relatives à l'exécution en nature	720
690	Exemples de clauses de remplacement	720
691	Licéité de principe des clauses de remplacement.....	722
692	La rédaction de la clause de remplacement. Quelques conseils rédactionnels.....	723
693	La mise en œuvre de la clause de remplacement	726

Section 2 *Le créancier entend obtenir réparation : la clause pénale*

694	Introduction	727
695	Les dispositions légales applicables. Droit commun de la clause pénale et régimes particuliers...	729

SOUS-SECTION 1 LE RÉGIME DE LA CLAUSE PÉNALE..... 729

§ 1 Définition de la clause pénale.....		729
696	Définition de la clause pénale. Ses caractères forfaitaire, conventionnel et accessoire	729
697	Variétés de clauses pénales.....	731
698	Le caractère nécessairement indemnitaire de la clause pénale	732

§ 2	Clauses voisines de la clause pénale	734
699	Introduction	734
700	La clause de dédit.....	734
700-1	Les clauses d'« annulation » du contrat	736
701	Clauses diverses	737
702	Clause limitative de responsabilité	737
§ 3	La mise en œuvre de la clause pénale	738
703	Les conditions de mise en œuvre de la clause pénale	738
704	Portée de l'expression « de plein droit » ou « <i>van rechtswege</i> »	739
705	Le sort de la clause pénale : cas de la faillite, du règlement collectif de dettes et de la période de sursis.....	739
706	Les rapports entre la clause pénale et les autres sanctions de l'inexécution	740
SOUS-SECTION 2 LE PRINCIPE D'INTANGIBILITÉ DE LA CLAUSE PÉNALE ET SES EXCEPTIONS EN DROIT COMMUN .		742
707	L'intangibilité de la clause pénale.....	742
§ 1	Les hypothèses où le créancier peut obtenir une indemnisation supérieure.....	742
708	Vue d'ensemble.....	742
709	Un cas particulier : l'article 7 de la loi du 2 août 2002	743
§ 2	La réduction de la clause pénale	744
710	Les hypothèses de réduction.....	744
	A. La réduction des clauses pénales comminatoires	744
711	La sanction : réduction de la clause	744
712	Une loi impérative.....	745
713	Réduction d'office ou à la demande d'une des parties.....	746
714	L'appréciation marginale du caractère excessif de la clause pénale.....	746
715	La signification du verbe « peut »	747
716	Domage prévisible ou dommage réel ?	748
717	Mesure de la réduction.....	748
718	L'article 1153, alinéa 5, du Code civil.....	749
719	Quid de l'annulation des clauses pénales ?	750
	B. La réduction de la clause pénale en cas d'exécution partielle.....	751
720	La portée de cette réduction : un remède à l'imprévoyance des parties	751
721	Régime juridique de l'adaptation judiciaire	752
	C. La modération de l'exercice de la clause pénale en cas d'abus de droit	752
722	Un tempérament d'origine jurisprudentielle	752
723	Mise en œuvre du pouvoir modérateur	753
724	Une application intéressante : l'arrêt du 8 février 2001	754
SOUS-SECTION 3 RÉGIMES PARTICULIERS.....		755
725	Vue d'ensemble.....	755
§ 1	Interdiction de toute clause pénale	756
726	L'hypothèse envisagée	756
727	L'article 29 de la loi sur les baux à ferme	756
728	L'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.....	756
729	L'article 1023 du Code judiciaire	757
§ 2	Interdiction des clauses pénales au montant excessif	757
730	L'hypothèse envisagée	757

731	L'article VI.83, 24° du Code de droit économique	758
732	L'article I.8, 22°, du Code de droit économique	758
733	La clause pénale dans les contrats entre entreprises	758
734	(réservé)	759
735	L'article VII.199 du Code de droit économique. a) Le texte légal	759
736	b) Une sanction originale	759
737	Les clauses pénales et le contrat de mandat	760
	§ 3 Modalisation de la clause pénale.....	761
738	Un objectif commun.....	761
	A. <i>La fixation d'un plafond</i>	761
739	Introduction	761
740	L'article 1907 du Code civil	761
741	La loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail	761
742	L'article X.22, § 4, du Code de droit économique.....	762
	B. <i>Formalités préalables particulières</i>	762
743	L'article VII. 147/21, du Code de droit économique.....	762
	C. <i>L'exigence d'une réciprocité</i>	763
744	L'article VI.83, 17°, du Code de droit économique.....	763
745	a) Un texte délicat à mettre en œuvre.....	763
746	b) Nécessité d'une clause pénale en faveur du consommateur.....	764
747	c) Le contenu de la clause pénale	764
748	L'exigence de réciprocité prévue par l'arrêté royal du 12 janvier 2007	765
	Section 3 <i>Le créancier entend suspendre l'exécution de ses obligations :</i> <i>la clause d'exception d'inexécution</i>	766
749	Le caractère supplétif du régime de l'exception d'inexécution	766
750	Quelques possibilités offertes aux parties	766
	Section 4 <i>Le créancier entend résoudre le contrat :</i> <i>le pacte comissoire exprès</i>	767
751	Le pacte comissoire exprès.....	767
752	Licéité des clauses résolutoires expresses écartant l'intervention judiciaire préalable et exceptions	767
753	La nécessité d'exclure, sans doute possible, l'intervention judiciaire préalable	769
754	La marge de manœuvre des parties dans la rédaction de la clause résolutoire expresse	770
755	Mise en œuvre de la clause résolutoire expresse par un acte unilatéral.....	772
756	L'office du juge en matière de clause résolutoire expresse.....	772
Chapitre 2		
LES CLAUSES DE RENONCIATION TOTALE OU PARTIELLE AUX SANCTIONS		
DE L'INEXÉCUTION.....		
757	Une grande diversité de clauses	776
758	De la nécessité de bien identifier l'objet de la clause.....	776
759	Des clauses de stricte interprétation	776
	Section 1 <i>Les clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité</i>	777
760	Des clauses à géométrie variable	777
SOUS-SECTION 1 LE RÉGIME JURIDIQUE DES CLAUSES EXONÉRATOIRES DE RESPONSABILITÉ.....		
761	Confusions à éviter	778

762	Opposabilité de la clause au créancier.....	780
763	L'interprétation des clauses exonératoires ou limitatives de responsabilité.....	780
763-1	L'interdiction d'abuser de la clause exonératoire de responsabilité.....	781
SOUS-SECTION 2 LA VALIDITÉ DES CLAUSES EXONÉRATOIRES DE RESPONSABILITÉ ET SES EXCEPTIONS.....		782
764	Validité de principe.....	782
765	Exceptions à la validité.....	782
766	a) L'interdiction de s'affranchir de son dol.....	782
767	b) L'exonération des conséquences de la faute lourde.....	783
768	c) L'interdiction de porter atteinte à l'essence même du contrat.....	784
768-1	Les clauses de renonciation à la responsabilité <i>in solidum</i>	785
768-2	<i>Quid</i> de l'exonération de responsabilité en cas d'atteinte à l'intégrité physique du créancier ? ...	785
769	d) Une pléthore de lois particulières.....	786
770	(suite) Le régime des clauses exonératoires et limitatives de responsabilité dans le Code de droit économique (contrats de consommation).....	787
770-1	(suite) Le régime des clauses exonératoires et limitatives de responsabilité dans le Code de droit économique (contrats entre entreprises).....	789
Section 2 Les clauses de renonciation à d'autres sanctions.....		791
771	La problématique.....	791
772	Le régime de droit commun.....	791
773	Le régime particulier applicable aux consommateurs visés par le Code de droit économique.....	791
773-1	Les clauses abusives dans les contrats entre entreprises.....	792

TITRE 4

Les sanctions extrajudiciaires en l'absence de clause : les remèdes de justice privée.....

774	Interdiction de la justice privée : portée et limites.....	793
-----	--	-----

Chapitre 1

LA JUSTICE PRIVÉE DÉFENSIVE.....	795
----------------------------------	-----

Section 1 L'exception d'inexécution.....	795
---	------------

775	Définition.....	795
776	Un principe général du droit.....	796
777	Une exception inhérente au contrat synallagmatique.....	797
778	Champ d'application.....	797
779	Conditions d'application.....	798
780	Les effets de l'exception.....	800
781	Le contrôle judiciaire <i>a posteriori</i>	802

Section 2 Le droit de rétention.....	802
---	------------

782	Notion.....	802
783	Applications légales du droit de rétention.....	803
784	La nécessité d'un rapport de connexité.....	803

Chapitre 2

LA JUSTICE PRIVÉE OFFENSIVE.....	805
785 Introduction	805
Section 1 <i>La résolution unilatérale</i>	805
786 Le principe de la résolution judiciaire et ses faiblesses	805
SOUS-SECTION 1 LES DÉROGATIONS LÉGALES AU PRINCIPE DE LA RÉOLUTION JUDICIAIRE.....	806
787 L'article 1657 du Code civil	806
788 Les dérogations prévues en dehors du Code civil.....	806
SOUS-SECTION 2 LA RÉOLUTION UNILATÉRALE EN L'ABSENCE DE DISPOSITION LÉGALE	807
789 Introduction	807
§ 1 La période antérieure à l'arrêt de la Cour de cassation du 23 mai 2019.....	807
790 Une doctrine et une jurisprudence du fond favorables à la résolution unilatérale	807
791 Les conditions de la résolution unilatérale	809
792 Les arrêts de la Cour de cassation du 2 mai 2002 et du 16 février 2009.....	809
793 La portée des arrêts. Une controverse doctrinale	811
§ 2 Le régime de la résolution par notification depuis l'arrêt du 23 mai 2019	812
794 L'arrêt du 23 mai 2019.....	812
795 Les conditions de la résolution unilatérale	812
796 Le rôle du juge : un contrôle éventuel et a <i>posteriori</i>	814
797 Les effets de la résolution par notification : le contrôle de la régularité.....	814
798 Le contrôle d'absence d'abus de droit.....	815
799 La place de la résolution judiciaire	816
Section 2 <i>Le remplacement unilatéral</i>	817
800 La lourdeur du remplacement judiciaire	817
801 Un mécanisme largement répandu.....	817
802 L'arrêt de la Cour de cassation du 18 juin 2020	818
803 (Suite) Les conditions du remplacement unilatéral	819
Section 3 <i>La réduction unilatérale du prix</i>	820
803-1 Le contexte.....	820
803-2 Exemples.....	820

TITRE 5

La contravention anticipée aux obligations contractuelles et la protection du créancier à terme

804 Introduction. Le contexte de l' <i>anticipatory breach</i>	823
805 Plan	824

Chapitre 1

LE RÉGIME LÉGAL APPLICABLE À LA PRÉVISION D'UNE INEXÉCUTION.....	824
806 Introduction	824
Section 1 <i>Le principe : l'inexigibilité de la dette avant la survenance du terme ..</i>	825
807 L'article 1186 du Code civil	825
808 Exclusion des sanctions de l'inexécution	825
Section 2 <i>Dispositions légales particulières</i>	826
809 Deux catégories de dispositions	826

SOUS-SECTION 1	LES PALLIATIFS À L'INEXIGIBILITÉ DE LA DETTE AVANT TERME	826
810	Les causes de déchéance légales du terme	826
811	L'article 1180 du Code civil et les mesures conservatoires	826
812	L'action déclaratoire de l'article 18, alinéa 2, du Code judiciaire	827
SOUS-SECTION 2	CONSÉCRATIONS PONCTUELLES DE LA DOCTRINE DE L'ANTICIPATORY BREACH	828
813	Vue d'ensemble.....	828
814	L' <i>exceptio timoris</i>	828
815	La résolution unilatérale.....	828
816	Crédit à la consommation	828
816-1	Le projet de réforme du droit des obligations.....	828
Section 3	<i>Les incidences du principe de l'exécution de bonne foi des conventions</i>	829
817	La thèse de M. Vanwijck-Alexandre	829
818	Les sanctions du manquement à la bonne foi	830
 Chapitre 2		
	LE RÉGIME CONVENTIONNEL.....	831
819	Diversité de clauses	831
820	Conseils de rédaction	831
 TITRE 6		
L'ordonnancement des sanctions		
d'un manquement contractuel.....		
		833
820-1	Introduction	833
820-2	L'« approche éclatée » du Code civil.....	834
820-3	L'exemple des travaux d'harmonisation internationale du droit des contrats	835
820-4	Plan du titre	835
 Chapitre 1		
	L'OFFICE DU JUGE ACTIF DANS LE CONTENTIEUX CONTRACTUEL.....	837
820-5	Introduction. Deux hypothèses	837
Section 1	<i>L'office du juge et la cause de la demande</i>	838
820-6	La notion de cause.....	838
820-7	L'arrêt de la Cour de cassation du 14 avril 2005	838
820-8	Les limites de l'office du juge	839
Section 2	<i>L'office du juge et l'objet de la demande</i>	840
820-9	La notion d'objet de la demande	840
820-10	L'arrêt de la Cour de cassation du 23 octobre 2006	840
820-11	Les arrêts de la Cour de cassation des 14 décembre 2017 et 9 mars 2018	841
820-12	La conception factuelle de l'objet : exemples	842
Section 3	<i>Le respect du principe dispositif dans le contentieux de l'inexécution contractuelle</i>	843
820-13	Quelques exemples	843

Chapitre 2

LES RAPPORTS ENTRE LES SANCTIONS APPLICABLES À L'INEXÉCUTION DES OBLIGATIONS

CONTRACTUELLES.....	845
820-14 Introduction.....	845
820-15 L'interdiction de l'abus de droit.....	845
Section 1 <i>Rapports hiérarchiques entre certaines sanctions</i>	846
820-16 La primauté de certains remèdes.....	846
820-17 La primauté de l'exécution en nature sur l'exécution par équivalent.....	846
820-18 La primauté de la réparation en nature sur les dommages et intérêts.....	846
820-19 La garantie légale des biens de consommation : l'article 1649quinquies du Code civil.....	847
820-20 Les interférences de la bonne foi sur la hiérarchie des remèdes.....	847
Section 2 <i>Le cumul de sanctions</i>	848
820-21 Deux hypothèses.....	848
§ 1 Le cumul de sanctions à charge du débiteur défaillant.....	848
820-22 Un principe de cohérence.....	848
820-23 Rapports entre l'exécution en nature, l'exécution par équivalent et la résolution.....	848
820-24 Cumul de la réduction du prix et des dommages-intérêts.....	849
820-25 Cumul de l'astreinte et du remplacement judiciaire.....	850
§ 2 La sanction prononcée à charge de deux ou plusieurs personnes.....	850
820-26 Introduction.....	850
820-27 La transmission des droits <i>propter rem</i>	851
820-28 Recours du maître de l'ouvrage contre son cocontractant et contre son agent d'exécution.....	851
820-29 Recours du titulaire de l'action directe.....	852
Section 3 <i>Le concours de sanctions</i>	852
820-30 Quelques exemples.....	852
820-31 Les interférences de l'interdiction de l'abus de droit.....	853
820-32 Concours des responsabilités.....	853
820-33 L'option entre la résolution du contrat et son annulation.....	853
Section 4 <i>Le dispositif de la décision comportant une condamnation principale et une condamnation subsidiaire</i>	854
820-34 Introduction.....	854
820-35 Les dommages et intérêts subsidiaires à la condamnation du débiteur à l'exécution en nature....	855
820-36 Le remplacement judiciaire subsidiaire à la condamnation du débiteur à l'exécution en nature ...	855
820-37 L'octroi d'un délai au débiteur fondé sur l'article 1184, alinéa 3, du Code civil.....	856
820-38 Le cas particulier de l'action de <i>in rem verso</i>	856
Section 5 <i>Exclusion de certains remèdes</i>	857
820-39 Deux hypothèses.....	857
§ 1 Le législateur exclut certaines sanctions.....	858
820-40 L'exclusion d'une des branches de l'option de l'article 1184 du Code civil.....	858
820-41 La résiliation fautive d'un contrat à durée indéterminée.....	858
820-42 Le remplacement ou la réparation de la chose vendue affectée d'un vice caché.....	859
§ 2 La renonciation du créancier à certaines sanctions.....	859
820-43 Diverses hypothèses.....	859
820-44 Clauses d'exclusion de certaines sanctions.....	859
820-45 La renonciation unilatérale.....	860

PARTIE 5

LES PARTIES ET LES TIERS AU CONTRAT 861

821	Introduction. Les dispositions légales relatives au sujet	861
822	Les deux principes fondamentaux concernant la sphère d'application du contrat	862

TITRE 1

Les parties au contrat et les tiers..... 865

823	Introduction : l'identification des parties et des tiers au contrat.....	865
824	Une question qui n'est pas propre à l'article 1165	865

Chapitre 1**LES PARTIES AU CONTRAT** 866

825	Introduction	866
-----	--------------------	-----

Section 1 *Les parties qui sont à l'origine de la conclusion du contrat*..... 867

826	Les parties qui ont personnellement donné leur accord	867
827	Les personnes qui ont été représentées à la conclusion du contrat.....	867

Section 2 *Les personnes devenues parties postérieurement à la conclusion du contrat : parties substituées ou subséquentes* 868

828	Les personnes assimilées aux parties contractantes	868
829	Les ayants cause universels et à titre universel d'une personne physique.....	868
830	La transmission universelle d'une personne morale	869
831	Exceptions au principe de la transmission universelle	869
832	L'adhésion à un contrat préexistant	870
833	Le cessionnaire d'un contrat.....	871

Section 3 *Les personnes devenues parties par le jeu de l'apparence* 872

834	L'hypothèse	872
-----	-------------------	-----

Chapitre 2**LES TIERS AU CONTRAT** 873

835	Une notion à géométrie variable.....	873
836	Les <i>penitus extranei</i>	873
837	Les créanciers.....	873
838	Les ayants cause à titre particulier	873
839	L'agent d'exécution, le préposé, l'organe ou le mandataire du débiteur.....	873

TITRE 2

**La relativité des effets internes du contrat :
principe et exceptions**..... 875**Chapitre 1****LE PRINCIPE**..... 875

840	Énoncé du principe.....	875
841	Un principe moins évident qu'il y paraît	876

Chapitre 2

LES EXCEPTIONS ACTIVES AU PRINCIPE DE LA RELATIVITÉ

DES EFFETS INTERNES DU CONTRAT.....	878
842 Introduction.....	878
Section 1 <i>Une fausse exception au principe de relativité : l'action oblique.....</i>	878
843 L'hypothèse : le débiteur négligent.....	878
844 Une représentation <i>sui generis</i> du débiteur négligent.....	879
845 Rareté de l'action oblique.....	880
SOUS-SECTION 1 LES CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTION OBLIQUE.....	880
846 Introduction.....	880
§ 1 Les conditions relatives au débiteur.....	880
847 La condition fondamentale : la négligence du débiteur.....	880
848 L'intérêt à agir.....	881
§ 2 Les conditions relatives au créancier.....	881
849 Une mesure générale.....	881
850 Les conditions de fond.....	882
851 Pas de condition de procédure.....	882
§ 3 Les conditions relatives aux droits et aux actions exercés.....	882
852 Principe.....	882
853 Limites et exceptions au jeu de l'action oblique.....	883
SOUS-SECTION 2 LES EFFETS DE L'ACTION OBLIQUE.....	884
854 Introduction.....	884
855 Les rapports entre le créancier et le sous-débiteur.....	884
856 (suite) Opposabilité des exceptions.....	884
857 Les rapports entre le débiteur intermédiaire et le sous-débiteur.....	885
858 Les rapports du créancier poursuivant avec les autres créanciers du débiteur intermédiaire.....	885
Section 2 <i>La stipulation pour autrui.....</i>	886
859 Introduction.....	886
SOUS-SECTION 1 DÉFINITION ET ILLUSTRATIONS.....	886
860 Définition. Généralités.....	886
861 Nature juridique de la stipulation pour autrui.....	887
862 Évolution : de l'interdiction de principe de la stipulation pour autrui à sa validité de principe.....	887
SOUS-SECTION 2 LES CONDITIONS DE VALIDITÉ DE LA STIPULATION POUR AUTRUI.....	889
863 Deux types de conditions de validité. Sanctions.....	889
§ 1 Conditions relevant du droit commun.....	889
864 Application du droit commun.....	889
§ 2 Conditions propres à la stipulation pour autrui.....	890
865 Conditions de validité propres à la stipulation pour autrui.....	890
866 Première condition : l'élément intentionnel.....	890
867 Deuxième condition : la détermination du tiers bénéficiaire.....	890
868 (suite) Le tiers doit être déterminé ou, à tout le moins, déterminable.....	891
869 Troisième condition : le caractère accessoire de la stipulation pour autrui.....	891
870 Quatrième condition : le droit né de la stipulation pour autrui ne peut préexister à cette opération.....	892

Sous-section 3	LES RAPPORTS ENTRE LES DIFFÉRENTS PROTAGONISTES	892
871	Une opération triangulaire	892
	A. Les rapports entre promettant et stipulant	892
872	Deux questions	892
873	Les sanctions de l'inexécution de la stipulation pour autrui	893
	B. Les rapports entre promettant et tiers bénéficiaire.....	893
874	Introduction	893
875	Un droit propre de nature contractuelle	894
876	Un droit direct.....	894
877	Un droit immédiat.....	895
878	Un droit révocable	895
879	Un droit accessoire du contrat de base	896
880	Quid d'une stipulation avec charges ?	897
	C. Les rapports entre stipulant et tiers bénéficiaire.....	897
881	Introduction	897
882	La stipulation pour autrui <i>donandi causa</i>	898
Section 3	Les actions directes.....	898
883	Une question peu étudiée.....	898
Sous-section 1	DÉFINITION DE L'ACTION DIRECTE ET TRAITS CARACTÉRISTIQUES	899
884	Définition	899
885	Exemples d'actions directes. Évolution historique	900
886	Une origine nécessairement légale.....	902
Sous-section 2	ESSAI DE TYPOLOGIE DES ACTIONS DIRECTES : LES PRINCIPALES DISTINCTIONS.....	904
887	Trois distinctions.....	904
888	a) Les actions directes nécessairement judiciaires et celles qui ne le sont pas.....	904
889	b) Les actions directes parfaites et les actions directes imparfaites.....	905
890	c) Les actions directes avec opposabilité des exceptions et celles qui se caractérisent par une inopposabilité des exceptions.....	906
891	Illustrations	907
891-1	L'article 1798 du Code civil	907
891-2	L'article 151 de la loi du 4 avril 2014 sur les assurances	907
Sous-section 3	LES CONDITIONS D'EXERCICE DES ACTIONS DIRECTES.....	909
892	Une question peu étudiée.....	909
893	Les conditions de forme	910
894	Les conditions de fond	910
895	a) En ce qui concerne la créance du créancier poursuivant	910
896	b) En ce qui concerne la dette du sous-débiteur	911
897	c) En ce qui concerne la situation du débiteur intermédiaire	912
898	d) Le cas particulier de l'action directe du sous-traitant	913
Sous-section 4	LES EFFETS DES ACTIONS DIRECTES.....	914
899	Obligation <i>in solidum</i>	914
900	Un effet conservatoire	914
901	Un effet translatif	915
902	Un effet de « privilège » : l'action directe de l'article 1798 du Code civil.....	915
902-1	L'effet de « privilège » : <i>quid</i> des autres actions directes ?	916

Section 4	<i>La situation des ayants cause à titre particulier</i>	917
903	Introduction	917
SOUS-SECTION 1	LA TRANSMISSION DES DROITS	917
904	Distinction entre droits réels et droits de créance	917
905	La transmission des droits <i>propter rem</i>	918
906	(suite) Régime de la transmission des droits <i>propter rem</i>	920
906-1	Le régime des droits qualitatifs dans la réforme du Code civil	921
906-2	Comparaison avec l'action directe.....	921
SOUS-SECTION 2	L'INTRANSMISSIBILITÉ DE PRINCIPE DES DETTES	922
907	Les obligations personnelles	922
908	Les obligations réelles	922
SOUS-SECTION 3	LA CESSION ENTRE VIFS D'UN CONTRAT À L'AYANT CAUSE À TITRE PARTICULIER	923
909	Principe et exceptions	923

Chapitre 3

LES EXCEPTIONS PASSIVES AU PRINCIPE DE LA RELATIVITÉ

DES EFFETS INTERNES DU CONTRAT..... 925

910	Introduction	925
-----	--------------------	-----

Section 1 ***L'interdiction de la promesse pour autrui*** 925

911	Le principe.....	925
912	Confusions à éviter avec la représentation et le porte-fort	926
913	Dérogations d'origine légale	926

Section 2 ***La promesse de porte-fort***..... 927

914	Introduction	927
-----	--------------------	-----

SOUS-SECTION 1 **DÉFINITION ET CARACTÉRISTIQUES DE LA PROMESSE DE PORTE-FORT** 927 |

915	Notion	927
916	Deux hypothèses : la convention et la clause de porte-fort.....	928
917	Domaine d'application	929
918	Une application fréquente : les stipulations en chaîne	930

SOUS-SECTION 2 **LES EFFETS DE LA PROMESSE DE PORTE-FORT**..... 930

919	L'obligation du porte-fort.....	930
920	Première hypothèse : le tiers consent à l'acte	931
921	Seconde hypothèse. Qu'advient-il en cas de refus du tiers ?.....	932

TITRE 3

L'opposabilité aux tiers des effets externes du contrat ... 933

922	Introduction	933
-----	--------------------	-----

Chapitre 1

LE PRINCIPE DE L'OPPOSABILITÉ AUX TIERS DES EFFETS EXTERNES

Section 1 ***Le principe*** 934

923	L'opposabilité de plein droit de la convention aux tiers.....	934
924	Le formalisme d'opposabilité pour certains actes juridiques	934
925	Préalable – La preuve de la convention : l'opposabilité probatoire	936

Section 2 ***Applications***..... 936

926	La diversité des effets externes	936
-----	--	-----

927	Portée de l'opposabilité	937
SOUS-SECTION 1 L'OPPOSABILITÉ DE L'EXISTENCE DE LA CONVENTION ET DE SES EFFETS AUX TIERS		938
928	Le droit de gage général des créanciers	938
929	L'interdiction de la tierce complicité	938
930	L'utilité de l'opposabilité du contrat aux tiers en matière de responsabilité extracontractuelle.....	938
931	Autres illustrations	939
SOUS-SECTION 2 L'OPPOSABILITÉ D'UNE CLAUSE CONTRACTUELLE AUX TIERS		940
932	Principe	940
933	Opposabilité des clauses pénales et des clauses exonératoires de responsabilité	940

Chapitre 2

LES EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE L'OPPOSABILITÉ		942
934	Introduction. Renvoi	942
Section 1 L'action paulienne		942
935	Le contexte : la fraude du débiteur	942
936	Conditions d'exercice de l'action paulienne	943
937	Effets de l'action paulienne	945
Section 2 Le manque de sincérité du débiteur et l'action en déclaration de simulation		946
938	Introduction	946
939	Définition	947
940	Les types de simulation	947
941	Licéité de principe	947
942	Effets de la simulation	948
943	Effets entre parties	948
944	Effets envers les tiers	948
944-1	Une application particulière : le prix de vente immobilière dissimulé	948

PARTIE 6

LA SUSPENSION, LA MODIFICATION

ET LA FIN DU CONTRAT..... 951

945	Introduction	951
-----	--------------------	-----

TITRE 1

La suspension et la modification du contrat..... 953

Chapitre 1

LA SUSPENSION DU CONTRAT		953
946	Introduction	953
947	Le phénomène	954
948	L'exception d'inexécution	954
949	La force majeure temporaire.....	955
950	La suspension conventionnelle	955
951	Les clauses de suspension.....	955
952	Les effets de la suspension.....	956

Chapitre 2

LA MODIFICATION DU CONTRAT	958
953 Vue d'ensemble sur les hypothèses de modification	958
Section 1 <i>La modification conventionnelle du contrat</i>	958
954 Les conventions modificatives entendues <i>sensu lato</i> : un phénomène fréquent.....	958
955 Première hypothèse : le <i>mutuus dissensus</i> suivi d'un nouveau contrat.....	960
956 Deuxième hypothèse : la novation par changement d'objet	960
957 Troisième hypothèse : la convention modificative <i>sensu stricto</i>	961
958 L'adaptation du contrat en application de l'une de ses clauses.....	962
Section 2 <i>La modification unilatérale du contrat</i>	962
959 Introduction	962
960 Clauses autorisant une adaptation unilatérale du contrat.....	963
961 La modification unilatérale du contrat en dehors de toute clause	964

TITRE 2

L'extinction du contrat.....

962 Distinctions préalables.....	967
963 Les causes d'extinction normale du contrat. Deux hypothèses	968

Chapitre 1

LES CAUSES DE DISSOLUTION DU CONTRAT	969
964 Introduction	969
965 Intérêt pratique de la systématisation de la matière.....	970
Section 1 <i>Les causes de dissolution contemporaines de la formation du contrat</i>	971
966 L'annulation du contrat	971
967 La rescision du contrat.....	972
Section 2 <i>Les causes de dissolution postérieures à la formation du contrat</i>	972
968 Une grande diversité.....	972
SOUS-SECTION 1 LA RÉSILIATION	973
969 Deux hypothèses	973
§ 1 Le <i>mutuus dissensus</i>	973
970 Le <i>mutuus dissensus</i>	973
§ 2 La résiliation par volonté unilatérale d'une partie.....	974
971 Introduction	974
A. <i>Les sources de la faculté de résiliation unilatérale</i>	975
972 Les différentes sources	975
a) La loi.....	976
973 De nombreux exemples.....	976
974 La résiliation unilatérale des contrats de services du Code civil	976
975 (suite) Un principe assorti d'exceptions	978
976 (suite) La situation du prestataire de services	980
977 Autres exemples.....	980
b) Les usages	981
978 La résiliation unilatérale autorisée par les usages.....	981
c) Un principe général de droit propre aux contrats à durée indéterminée	982
979 Dispositions légales particulières	982

980	Un principe général de droit applicable aux contrats à durée indéterminée	983
980-1	Les conditions d'exercice du droit de résiliation unilatérale.....	985
980-2	Les clauses relatives au droit de résiliation unilatérale	987
980-3	Deux types de clauses.....	988
980-4	Les clauses illicites	989
	d) Le droit de résiliation unilatérale de certains contrats <i>intuitu personae</i>	991
980-5	Résiliation unilatérale pour rupture de la confiance.....	991
	B. Les caractéristiques et les effets de la résiliation unilatérale.....	992
981	Un acte unilatéral réceptice.....	992
982	Principe du consensualisme et exceptions.....	993
983	Effets de la résiliation unilatérale.....	994
984	Les liens entre l'article 1794 et l'article 1184 du Code civil	995
985	Les pouvoirs du juge en présence de la résiliation d'un contrat à durée indéterminée. La thèse traditionnelle.....	995
986	Les pouvoirs du juge en présence de la résiliation d'un contrat à durée indéterminée. La thèse nouvelle.....	997
	C. La liberté contractuelle au service d'une partie : les clauses et conditions conférant un pouvoir de résiliation unilatérale.....	999
987	Introduction	999
	a) La clause de résiliation unilatérale	999
988	Notion et champ d'application	999
989	Clause de résiliation et droit de la consommation	1000
990	Distinction entre la clause de résiliation unilatérale et le pacte comissoire exprès.....	1001
991	Distinction entre la clause de résiliation unilatérale et la condition résolutoire	1002
992	Les modalités conventionnelles de la résiliation unilatérale du contrat	1003
993	Les clauses prévoyant une indemnité de dédit.....	1003
994	Effets de la résiliation unilatérale.....	1004
995	L'office du juge.....	1004
996	Sanctions de la mise en œuvre irrégulière ou abusive de la clause de dédit : <i>quid</i> de l'exécution en nature ?	1005
	b) La condition résolutoire purement potestative	1005
997	Introduction	1005
998	Licéité des conditions résolutoires purement potestatives	1006
999	Condition résolutoire purement potestative et droit de résiliation unilatérale	1007
1000	La condition résolutoire purement potestative et les législations impératives	1008
1001	La mise en œuvre de bonne foi.....	1008
	c) Clauses diverses prévoyant la fin prématurée du contrat en certaines circonstances.....	1009
1002	Introduction	1009
1003	Exemples de clauses relatives à l'inexécution anticipée du contrat	1009
1004	Clauses de <i>hardship</i>	1010
1005	Clauses de force majeure.....	1010
1006	Nature juridique des clauses	1011
1007	Les clauses qui lient la dissolution du contrat à la survenance de certains événements objectifs ..	1011
1008	Un cas particulier : les clauses prévues pour le cas de faillite du cocontractant.....	1012
1009	Quelques décisions de jurisprudence	1013
1010	Dissolution anticipée et bail commercial	1013

1011	Condition résolutoire et concession de vente exclusive à durée indéterminée.....	1015
1012	La convention d'emphytéose et l'arrêt de la Cour de cassation du 30 mars 2006.....	1016
SOUS-SECTION 2 LE DÉCÈS, LA FAILLITE OU L'INCAPACITÉ D'UNE PARTIE		
DANS LES CONTRATS <i>INTUITU PERSONAE</i>		
1013	Principe : la continuité du contrat.....	1017
1014	Exceptions : la dissolution du contrat	1018
SOUS-SECTION 3 LA RÉOLUTION DU CONTRAT		
1015	La résolution, sanction d'une faute contractuelle.....	1020
1016	La survenance d'une condition résolutoire.....	1020
SOUS-SECTION 4 LA RÉVOCATION DU CONTRAT		
1017	Notion	1021
SOUS-SECTION 5 LA THÉORIE DES RISQUES		
1018	Notion	1021
1019	Le rejet de la théorie de l'imprévision	1021
SOUS-SECTION 6 LA CADUCITÉ DU CONTRAT		
1020	Une nouvelle cause de dissolution des obligations et des contrats	1022
1021	La jurisprudence de la Cour de cassation et la caducité par disparition de l'objet.....	1023
1022	La jurisprudence de la Cour de cassation et la caducité par disparition de la cause.....	1024

Chapitre 2

LES SUITES DE L'EXTINCTION DU CONTRAT		1027
1023	Vue d'ensemble.....	1027
Section 1 <i>L'obligation de restitution consécutive à la dissolution rétroactive du contrat</i>		
1024	Rappel : dissolution du contrat <i>ex tunc</i> ou <i>ex nunc</i>	1027
1025	Absence de régime uniforme. Renvois.....	1028
Section 2 <i>Les obligations postcontractuelles</i>		
1026	Notion	1029
1027	Sources de ces obligations.....	1030
1028	La liquidation du passé.....	1031
1029	La prolongation dans l'avenir.....	1031
1030	Le <i>quitus</i>	1032
1031	<i>Quid</i> des obligations postcontractuelles en présence d'une cause de dissolution du contrat ?	1032
1032	(Suite) Les clauses et obligations postcontractuelles consécutives à la résolution du contrat.....	1033

**Expressions, adages et principes généraux
du droit exprimés en latin** 1037

Repères bibliographiques..... 1039

Index..... 1067